

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



CENTRE D'APPUI POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL ET COMMUNAUTAIRE EN
SIGLE CADERCO.

PLAN STRATEGIQUE DU CADERCO 2013-2016

Œuvrer pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté
et des injustices et Consolider la paix en réformant la gouvernance du secteur
de la sécurité au niveau communautaire : Vision 2016

I. QUI SOMMES NOUS CADERCO ?

L'ONG CADERCO est une organisation non gouvernementale opérationnelle dans les provinces du nord Kivu et sud Kivu, il intervient dans le domaine de la protection des groupes vulnérables, la gouvernance et cohésion sociale l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, la démocratie et renforcement de moyens d'existences pour les communautés affectées par les conflits armés. Les différents programmes du CADERCO visent essentiellement à promouvoir, protéger et défendre les droits de l'homme dans les situations de conflits et de fragilité, relever le niveau de communautés dévastées par la guerre pour améliorer leurs conditions socio économiques, promouvoir la gourance locale, sécuritaire, judiciaire et démocratique, renforcer les capacités de femmes leaders déclarées ou potentielles à prendre une part active dans la société civile et dans les instances de décision au niveau le processus de développement local.

Dans sa vision, CADERCO forme de leaders locaux en gouvernance locale, participative, les leaders sociaux et leaders d'opinions. Dans ce même cadre de son programme 2013-2016, le CADERCO compte appuyer les efforts de la réforme du secteur de la sécurité déjà entrepris par le gouvernement congolais afin d'instaurer un Etat de droit pour tous et de la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones post conflits notamment Masisi, Walikale, Rutshuru et Kalehe. « Pour cette même vision 2013-2016, le CADERCO s'est donné l'objectif de mettre en place un système de responsabilité partagée pour que les citoyens contrôlent et sanctionnent leurs élus locaux et participent activement dans la gouvernance de leurs entités territoriales décentralisées, » ».

Dans ses interventions, le CADERCO développe une approche participative, c'est-à-dire la dimension participation des populations aux politiques du développement local.

Pour CADERCO, cette approche constitue un ensemble d'outils qui vise à assurer les conditions nécessaires à la sauvegarde des ressources naturelles en vue de la promotion de la gouvernance.

Dans la mise en œuvre de nos projets, l'approche participative, tant que outil, nous a aidé à modifier la perception du rôle de chacun des intervenants (L'Etat congolais, services techniques, populations ect) dans la gestion de ressources naturelles, un partage de responsabilités entre les différents acteurs, favoriser la prise de décision et la prise en charge par les populations des actions destinées à améliorer les conditions d'exploitations des ressources et impliquer étroitement les populations aux différents niveaux et étapes du développement local, afin que celles-ci contribuent à la lutte contre la pauvreté et au développement durable.

CADERCO favorise cette approche participative fondée sur l'établissement d'un dialogue permanent entre les populations, société civile et autorités, ainsi que d'autres acteurs clés sur le respect mutuel, le respect des valeurs citoyennes, les principes du partenariat ainsi que sur la reconnaissance du savoir faire local afin de favoriser la prise en charge progressive et concertée des actions de développement au niveau du territoire.

La promotion de la culture de la citoyenneté, des droits de l'homme, de la démocratie, la gouvernance du secteur minier et de la sécurité est l'un de grands défis auxquels CADERCO et de Renforcer les capacités des autorités sur les codes miniers, fonciers, la lois sur les violences faites aux femmes et, gestion durable des ressources naturelles et protection de l'environnement sont les grands axes stratégiques auxquels nous voulons faire face dans votre vision 2016.

II. CONTEXTE ET RESUME NARRATIFS DES INTERVENTIONS PREVUES.

Le processus de démocratisation ne peut être efficace et durable à L'Est de la RDC, s'il ne prend pas en considération le crucial secteur de la réforme. Avec la situation actuelle à L'Est de la RDC, la gouvernance du secteur de la sécurité doit être renforcée pour réduire les conflits qui opposent les différents groupes, ainsi que l'amélioration de l'accès à l'information sur le mode de gouvernance.

L'ampleur de défis liés à la mauvaise gouvernance du secteur de la sécurité et de la démocratie encore fragile s'est constaté par à travers l'érosion de la conscience citoyenne et démocratique qui touche autant aux valeurs qu'aux règles de vie en société les plus élémentaires. Cette réalité se manifeste entre autre par :

- La faiblesse chez bon nombre de dirigeant du sens de responsabilités, vis-à-vis de citoyens
- La faiblesse prise en compte des droits et libertés individuelles, soit pour des raisons sociologiques, économiques, culturels, politiques et l'absence de notions de droits et devoirs civiques et politiques chez la plupart de citoyens
- L'instabilité qu'alimentent des foyers de tension d'origines diverses,

Depuis plusieurs années de conflits, la gouvernance de secteur de la sécurité est restée très limitée en dépit des interventions de bailleurs de fonds et du gouvernement.

Chaque être humain est le moteur de sa destinée et le principal responsable de son développement. Nous souhaitons que les conditions de vie de gens s'améliorent pour long temps et que leurs droits sociaux, économiques, civils et politiques soient respectés partout et pour tous. Nous voulons qu'ils poursuivent leurs efforts de développement quand nous ne serons plus là. (La pérennisation des acquis de développement social, économique, démocratique ect...). Actuellement, la gestion des entités territoriales décentralisées en RDC et dans les provinces fait face à de nombreux problèmes de gouvernance caractérisés par la faible **participation** des citoyens aux processus décisionnels, la méconnaissance des droits fondamentaux du citoyen (bonne gouvernance, droits de l'homme, démocratie, éducation à la citoyenneté), **la faible transparence** dans la production, la diffusion des informations et la faible « **rédevabilité** » sociale des acteurs. Les déficits de responsabilité sociale des élus et des entreprises privées sont gravés par la faible adéquation des cadres législatifs et réglementaires, les inégalités sociales et les exclusions, l'analphabétisme chez les femmes, la fragilité de l'Etat congolais qui n'exerce plus seul l'usage de la force à l'intérieur de ses territoires l'insuffisance des ressources allouées à la participation, la planification à l'éducation aux droits humains, à la démocratie participative et l'effondrement des institutions de sécurité congolaise. Ils ajoutent la méconnaissance mutuelle des acteurs de leurs droits et de leurs rôles, la faible utilisation de TIC pour la gouvernance et enfin le faible contrôle citoyen de l'action publique. La charte Africaine de droits de l'homme et des peuples de 1981, qui, dans sa première partie énonce les droits reconnus à toute personne dont les articles 19 à 24 définissent les droits des peuples, considéré comme égaux : droit à l'existence, à la libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, à leur développement économique, social et culturel, à la paix et à la sécurité et à un environnement satisfaisant et global. Dans les entités du nord Kivu et sud Kivu affectée par les conflits, on enregistre un million de déplacés interne affectés

par les différents conflits armés dans les territoires de Nyiragongo, Rutchuru, Masisi, walikale et kalehe dont les organisations humanitaires et les ONG de droits de l'homme doivent faire face à cette crise humanitaire pour garantir la protection de la population et leurs droits d'accès à une justice équitable, à une bonne protection, aux moyens d'existence et de l'accès aux ressources locales et aux potentialités existantes.

Les projets seront orientés dans les zones affectées par les conflits armés, c'est-à-dire les zones dans lesquelles les populations civiles souffrent d'une série de violations et d'abus intentionnels en plus de terribles conséquences inhérentes aux conflits.

Les zones en situations post-conflits, c'est-à-dire les zones qui ne sont plus affectées par des affrontements ou des opérations militaires.

Les nouveaux modes de gouvernance du secteur de sécurité pourraient non seulement prévenir tous les abus pouvant engendrer la violence et l'insécurité mais ils pourraient aussi habilement exploiter les appareils pour améliorer sensiblement la sécurité de tous. Il est impérieux de mettre en place de nouveaux mécanismes de gouvernance du secteur de sécurité, envisager de nouveaux modes de gouvernance adaptés au contexte de Masisi, Walikale afin de construire une gouvernance à la fois durable et responsable qui apporterait la sécurité ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité pour tous.

La gestion de problèmes sociaux et économiques dans le cadre de la lutte contre le chômage, la lutte contre l'exclusion socio économique des populations touchées par le chômage, la pauvreté et le rétrécissement du filet social, économiques suite à la mauvaise gouvernance économique du secteur minier afin de contribuer à l'amélioration des conditions socio économiques des populations vivant des quartiers marqués par le déclin des activités économiques traditionnelles comme l'extraction de minerais, la dégradation de cadre économique et l'appauvrissement des individus figure aussi dans nos priorités. CADERCO dans son programme de gouvernance, a comme objectif d'attirer des investissements exogènes, dans les secteurs gagnants générateurs de croissance économique. Au cours des années 2000, le gouvernement de la République Démocratique du Congo a mis en place une succession de réformes de son secteur minier congolais, qui restait enclavé et peu contrôlé par Kinshasa, et qui jadis, ne bénéficiait pas à sa population. Ce processus voit l'affirmation d'une position régulatrice de l'État central, doté de marges de manœuvre nécessaire pour mobiliser le secteur minier congolais comme moteur de développement économique du pays.

Soutenue par les Institutions financières internationales, la réforme du secteur minier a été intégrée aux programmes de développement appliqués en République Démocratique du Congo, et porte des objectifs de « bonne gouvernance dans le secteur minier », qui serait un préalable pour attirer massivement les investissements privés nécessaires à la relance d'un secteur capable de « lutter contre la pauvreté dans le pays et plus particulièrement dans les zones affectées par les conflits en vue de jouir de minerais sans conflits au Kivu ».

La loi DODD FRANK, envisage d'un autre côté, dans les programmes transversaux de développement, de pallier à la misère des populations environnant les sites miniers, sinon cette misère faciliterait la fraude, la corruption ainsi que l'infiltration dans les mines des éléments

suspects par l'instrumentalisation de cette paisible population qui ne peut se contenter des sommes aléatoires leur octroyées

Pour CADERCO Le développement local correspond beaucoup plus à une dynamique (un processus) où les acteurs (hommes, femmes et leurs institutions) interagissent dans la mise en valeur des ressources diverses à travers des activités d'organisation, de production et de gestion. La politique de décentralisation est donc une opportunité pour entre autres, préparer les intervenants (acteurs) au niveau local afin que les femmes participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans locaux de développement et qu'ainsi leurs préoccupations y soient prises en compte.

Autant de maux qui affectent profondément notre société et hypothèquent gravement les efforts de développement dans la paix et la démocratie

III. AXES STRATEGIQUES 2013-2016 : Les 5 priorités du CADERCO pour 2013-2016

Il est important de promouvoir la gouvernance sécuritaire comme clé de toute action afin de prévenir les causes et les conséquences des conflits armés pour donner la chance à la cohésion sociale, à la démocratie, au respect de droit de l'homme et au développement des communautés.

1^{ère} priorité et engagement du CADERCO : Mobilisation sociale au tour des activités impactant positivement sur le changement des comportements et de transformation de l'environnement humain (modules de formation et de sensibilisation sur la bonne gouvernance, droits de l'homme, démocratie, éducation à la citoyenneté, les inégalités sociales et les exclusions et la participation politique de la femme comme leader au changement).

2^{ème} priorité : La vulgarisation de la loi DODD FRANK (modules d'outils de formation et de sensibilisation de la population qui a subi les corruptions et l'impunité ainsi que les conflits et la mauvaise gouvernance liés à l'exploitation de minerais) afin de mettre fin aux injustices, aux violences et à la pauvreté dans les communautés productrices des minerais de conflits.

3^{ème} priorité : Appui à la réforme du secteur de sécurité et gouvernance communautaire, planification locale et surveillance civile du secteur minier,

4^{ème} priorité : L'amélioration de la situation socio économique des populations dans les zones minières, la promotion de l'emploi pour les jeunes, l'amélioration de l'organisation communautaire et la cohésion sociale entre autre la gouvernance communautaire, la surveillance de civile, l'appui aux mutuelles de solidarité (de centre de négoce et l'organisation des creuseurs ainsi que la sensibilité aux conflits.

5^{ème} priorité : Plaidoyer pour l'accès à la terre en faveur des populations retournées, rapatriées et les peuples autochtones.

IV. OBJECTIFS STRATEGIQUES 2013-2016 DU PLAN CADRE D'INTERVENTION

1. Promouvoir l'accès à la justice et renforcer les entités décentralisées à promouvoir les droits de l'homme, garantir la participation de tous les groupes vulnérables au processus démocratique et appui à la gouvernance du secteur de la sécurité
2. Contribuer à la résolution de conflits, négociation et plaidoyer (Définir le plaidoyer et montrer son importance et renforcer les capacités à faire un plaidoyer.

3. Contribuer à accroître l'efficacité du secteur de la sécurité dans le respect des principes de gouvernance démocratique et à la prévention de conflits, à leur règlement quand ils éclatent et à l'instauration d'une paix durable
4. Promouvoir l'éducation à la citoyenneté, aux droits de l'homme et amélioration de l'accès et la qualité de service santé sexuelle et reproductivité.
5. Renforcer les capacités des autorités administratives, de la police et FARDC et des opérateurs miniers sur les codes miniers, fonciers, la loi sur les violences faites aux femmes et la lutte contre les VIH, gestion durable des ressources naturelles et protection de l'environnement.

V. BUTS STRATEGIQUES PAR RAPPORT AUX 6 PRIORITES ET OBJECTIFS GLOBAUX.

V.1 : 1^{er} But stratégique pour 2013-2016 : Promouvoir un environnement protecteur pour 1200 garçons et 400 filles sortis de forces et groupes armés et contribuer à la promotion et la protection des droits de l'homme en prêtant une attention particulière aux violations et sévices graves commis contre les enfants et des femmes notamment la violence sexuelle et sexiste.

V.2 : Activités ciblées par rapport aux priorités.

- Prévenir et répondre à la violence, l'exploitation et les abus contre les enfants ;
- La recherche et réunification familiale des enfants RRF sortis de forces et groupes armés ;
- La réintégration sociale et professionnelle des enfants sortis de forces et groupes armés et autres enfants vulnérables de la communauté ;
- Vulgarisation de la convention relative aux droits de l'enfant et à d'autres traités internationaux et nationaux ;
- Renforcement de mécanismes locaux de protection et Sensibilisation sur les pires formes de travail des enfants et autres violations (les abus sexuels, le trafic, les travaux dangereux, les violences familiales, le recrutement par des forces et groupes armés, les pratiques nuisibles comme le mariage d'enfants, l'accès insuffisant à la justice,
- Plaidoyer et sensibilisation des groupes armés sur la non utilisation d'enfants comme soldats et la lutte contre l'enrôlement des enfants ; Plaidoyer, médiation, sensibilisation et appui conséquent à la réinsertion,
- Réduire le niveau de stigmatisation à l'encontre des enfants filles victimes de violences sexuelles, leurs familles et leurs communautés,
- Le Monitoring de protection réalisée par CADERCO dans toute la province du Nord-Kivu y compris la surveillance, la communication et la documentation sur les violations de la résolution de la 1612. La mise en œuvre de ce projet tiendra compte d'autres initiatives en cours en renforçant une coordination avec les autres intervenants sur le terrain et plus particulièrement les initiatives financées par la commission européenne et ECHO afin d'éviter un double emploi ainsi que la duplication.
- Faciliter la réintégration sociale et professionnelle de 400 jeunes affectés par les conflits armés dans le Masisi à travers la formation à l'emploi.

- Organiser le monitoring des violations graves des droits des enfants, sensibilisation sur les pires formes de travail des enfants, formation et diffusion au près de la communauté de la CDE, la loi portant protection de l'enfant et de la résolution 1612 dans le territoire de Masisi.

V.3 APPROCHES/STRATEGIE DE MIS EN ŒUVRE

- Formation et dynamisation des cadres d'échanges sur la protection de l'enfance et coordination avec les autres acteurs sur le terrain,
- Implication de réseaux communautaires de protection de l'enfant et de comité d'éveils à la citoyenneté dans la mise en œuvre des programmes.

V.4 Résultats attendus :

1200 enfants affectés par les conflits armés sont réinsérés socialement et économiquement et les risques liés au recrutement d'abus et d'exploitation sont réduits à 90% dans les communautés ciblées.

Les enfants et les femmes vulnérables bénéficient équitablement d'une meilleure prévention et protection contre toutes formes de violence, d'abus et d'exploitation

VI. 2^{ème} but stratégique pour 2013-2016 :

Promouvoir le rapprochement de la justice aux justiciables par le renforcement des capacités des officiers de la police judiciaire et des autorités politico-militaires et des justices de paix dans les territoires de Masisi, Nyiragongo, Walikale et Kalehe.

VI.1 ACTIVITES CIBLEES SELON LES PRIORITES

- Formation des acteurs ciblés sur l'accès à la justice pour les enfants et filles victimes de violence sexuelle
- Sensibilisation communautaire,
- Plaidoyer et médiation communautaire,
- Appui institutionnel aux 5 tribunaux d'instance et 5 justices de paix relevant des ressorts du tribunal de paix et auditorat,
- Assistance psycho sociale et économique aux victimes,
- sensibilisation sur la prévention et éducation.
- Accompagnement juridiques des victimes,

VI.2 Stratégies de mise en œuvre.

- Organisation des émissions radio télévisions pour instruire les populations de zones ciblées, des émissions radios seront diffusées aux radios locales pour informer, sensibiliser et éduquer la population ainsi que les autorités politico administratives et militaires sur la nécessité de protéger et de prévenir les femmes et les enfants contre les violences sexuelles, l'importance de dénoncer les inconvénients de l'arrangement à l'amiable. Des panneaux seront exigés dans les rues et porteront des messages et des images décourageant les auteurs et encourageant la population à dénoncer les violences sexuelles et renoncer aux arrangements et inciter les autorités à combattre l'impunité.

- Une campagne de sensibilisation est prévue au près de la FARDC, les leaders politico-administratifs, les chefs de groupes armés, les écoles qui hébergent beaucoup de cas de violences sexuelles sur les filles et les enfants. Des boîtes à images seront utilisées comme matériels didactiques pour montrer dans quelle circonstance se fait ce viol sexuel des enfants, les courses, les conséquences et surtout leur apprendre comment se protéger eux-mêmes quand ils sont loin des parents

VI.3 Résultats attendus :

- 400 jeunes filles et FEMMES bénéficient d'un accès à la justice.
- L'engagement direct des leaders communautaires dans la lutte contre l'impunité, la corruption et la lutte contre les VBG et la promotion des droits des femmes est obtenu dans chaque communauté par ces leaders locaux
- Les activités de vulgarisation, sensibilisation et d'information sur les mécanismes de protection juridique des personnes victimes de violences basées sur le genre ont contribué à un changement d'attitude des autorités locales et leaders communautaires face aux violences sexuelles et 210 autorités locales et autres acteurs sont éduqués et sensibilisés sur les méfaits de la corruption et de l'impunité

VII. 3^{EME} BUT STRATEGIQUE POUR 2013-2016:

AMELIORER LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE, LE DROIT DE L'HOMME ET LA PARTICIPATION CITOYENNE.

VII.1 Activités prioritaires ciblées.

- Mettre en place des espaces d'échange et de concertation et de dialogue multi acteurs comme mécanismes clés pour la démocratisation et de la gouvernance locale ;
- Préparer les leaders communautaires à s'engager dans le processus politique en tant que citoyens, électeurs et/ou candidates en leur donnant une compréhension de base de la démocratie, la décentralisation et de la bonne gouvernance à travers des ateliers thématiques (démocratie, droit de l'homme, citoyenneté, éducation civique ect...);
- Renforcer les capacités des 400 acteurs locaux de la société civile sur l'éducation à la citoyenneté, et les mécanismes de protection et de promotion des droits de l'homme ;
- Vulgarisation de la constitution au sein des 12.000 membres des communautés rurales enclavées dans les zones dépourvues de media et de l'internet et mettre en place 30 autres comités locaux d'éveil à la citoyenneté « CLEC » dans le territoire de Walikale et Kalehe/nord ;
- Améliorer le respect des droits de l'homme et de l'éducation à la citoyenneté en faveur de 12000 leaders communautaires et les officiers FARDC, à travers les actions de l'éducation, la formation, la sensibilisation et l'information sur leurs droits et responsabilités d'un citoyen au sein de la société ;
- Offrir à 12000 citoyens de Masisi les connaissances, la compréhension, le savoir faire et les attitudes qui leur permettront de jouer un rôle efficace dans la société au niveau local à travers l'organisation de 20 journée d'éveils à la citoyenneté (JEC.) ;

- Former les leaders locaux sur les notions de la gouvernance communautaire et l'éducation civique ;
- Elaborer et mettre en œuvre des programmes communautaires de collecte d'armes, qui doivent établir un lien entre la réduction de la violence et la réconciliation des communautés,
- Renforcer la participation citoyenne (renforcer la participation des organisations de la société civile dans l'espace public et éducation à la citoyenneté dans les écoles.

VII.2 Stratégie /approches de mis en œuvre

Le projet associe à sa réalisation un ensemble d'opérateurs ayant une expérience dans la réalisation de formation similaire. La diffusion de spots et d'émissions pour renforcer l'action de formation et d'accompagnement des leaders communautaires et politiques :

- L'information continue des différents acteurs.
- Formation des femmes sur différents thèmes (démocratie, élection, gestion participative, démocratie participative, la participation politique de la femme paysanne, la gouvernance économique et gouvernance locale).
- La constitution de réseau de soutien mutuel
- Accroître le rôle des femmes dans la vie publique au niveau local.
- Favoriser un changement durable dans les rôles hommes/femmes acceptable par les communautés
- Renforcement de dialogue entre communautés et autorités civiles,

VIII. 3 RESULTAT ATTENDUS.

Les activités de ce programme donneront aux groupes cibles une compréhension de base sur la « démocratie » et la « bonne gouvernance », et les prépare à s'engager dans le processus politique en tant que citoyennes et électrices.

IX. 4^{ème} But stratégique pour 2013-2016

Améliorer l'accès et la qualité des services de santé sexuelle et reproductive dans les communautés rurales ciblées reposant sur une meilleure prise en compte des droits des femmes afin de diminuer le taux de mortalité maternelle et infantile, et l'accompagnement médical et psychologique des femmes ayant été victimes de violences sexuelles.

X.1 Actions prioritaires ciblées :

Au niveau de prévention

- Formation de volontaires communautaires pour mener des actions de sensibilisation et de prévention dans les villages.
- Organisation de groupes de parole et d'ateliers de sensibilisation pour les adolescents et les adultes sur les relations de couple, le planning familial, la prévention du VIH et des infections sexuellement transmissibles.
- Vulgariser les instruments juridiques nationaux et internationaux sur la santé sexuelle et reproductive dans 120 communautés ciblées.
- Création et diffusion d'outils d'information sur les questions de genre et la santé sexuelle et reproductive (dépliants, vidéos, chansons...).

Au niveau de l'Accompagnement psychosocial des femmes :

- Formation de RC (volontaires communautaires) pour informer et soutenir les femmes enceintes et les jeunes mères ; organisation de réunions de coordination entre les Relais Communautaires et les sages-femmes.
- Formation de travailleurs sociaux communautaires pour aider les femmes victimes de violences sexuelles et les référer vers les services médicaux, psychosociaux et légaux.
- Equipement et rénovation des services de santé sexuelle et reproductive.
- Création de chambres de maternité au niveau des centres de santé.
- Formation du personnel médical des hôpitaux et des sages-femmes des structures de santé.
- Documentation et diffusion des bonnes pratiques au niveau national.
- Actions communautaires pour faciliter l'accès aux services de santé

x. 2 Résultats attendus :

- Les 120 communautés locales sont informées sur les questions de santé sexuelle et reproductive et 160 groupes de parole sont organisés.
- Les adultes (en particulier les femmes et adolescentes) et les adolescents acquièrent de meilleures connaissances sur la santé sexuelle et reproductive et sont sensibilisés à la prévention IST, des violences sexuelles et de grossesses non désirées.
- Les femmes enceintes et les victimes de violences sexuelles sont mieux accompagnées pendant les CPN.
- Au niveau des villages, les femmes sont informées sur toutes les questions relatives à la santé Sexuelle reproductive et suivies par les volontaires communautaires (RC).
- 550 victimes sont mieux référencées vers les structures de soins publiques et bénéficient d'une assistance judiciaire.
- Les communautés ont un meilleur accès aux structures de santé et, si nécessaire, peuvent être prises en charge en urgence.

XI. 6^{EME} BUT STRATEGIQUE : APPUI A LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE (GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER ET SECURITE).

Cette composante gouvernance judiciaire et sécuritaire vise à consolider la paix et renforcer vise à consolider la paix et renforcer la sécurité des personnes et des biens, dans le but de réduire sensiblement la violence armée, assurer la protection des personnes et

amélioration du service de sécurité à travers le cadre permanent de dialogue avec l'armée et la police au tour de la thématique sécurité

Promotion de la gouvernance dans la gestion de ressources naturelles à travers une approche novatrice par la mise en œuvre des coopératives afin que les activités de mines soutiennent un développement économique durable qui sera profitable pour les communautés locales, gérer les ressources naturelles efficacement à travers de formation afin de permettre une augmentation des dépenses dans les services sociaux et la réduction de la pauvreté à travers le développement économique diversifié

X.1 RESULTATS ATTENDUS :

- 2500 jeunes garçons et filles des zones minières ont développé des compétences leur permettant d'exercer une activité professionnelle (artisanat, services, etc)
- 2400 ménages deviennent membres d'organisations locales structurées leur permettant d'améliorer la cohésion sociale et de développer une activité économique (épargne, crédit, etc)
- La situation socio-économique des populations dans et autour des zones minières est améliorée à travers la relance économique, et 2500 jeunes garçons et filles des zones minières ont développé des compétences leur permettant d'exercer une activité professionnelle
- Les différentes formes d'organisation dans et autour des zones minières sont renforcées, et contribuent à une meilleure cohésion sociale (Comités Locaux de Développement, structures communautaires de gestion des services sociaux, systèmes de contrôle civique des centres de négoce, organisation des travailleurs dans les zones minières)
- La zone minière de Rubaya et NUMBI dispose d'organisations des creuseurs structurées et d'une société civile qui surveille effectivement l'application des normes en matière d'exploitation des minerais.
- 1200 ex combattants sont démobilisés et orientés dans la vie civile afin de contribuer à la restauration de la paix et la sécurité,

X.2 ACTIVITES STRATEGIQUES CIBLEES

- Renforcer les capacités de la police de mines dans la sécurité de sites miniers
- Appui aux opérations d'urgence du DDR dans le Masisi, Walikale et sensibilisation des groupes armés.
- Renforcement de la lutte contre l'impunité.
- Appui aux institutions pénitentiaires locales.
- Appuyer/renforcer les micro-entreprises de jeunes par des subsides en équipement/fonds de roulement/formation en mettant l'accent sur les initiatives de réinsertion professionnelle (des creuseurs sortis des mines, XC, jeunes formés, artisans, femmes, etc). Ex: réparation de radio/TV, motos et véhicules, soudure à Rubaya, walikale Bisihe, Nyabibwe et Numbi – Ziralo,

- Appuyer l'émergence de mutuelles de solidarité au sein des groupes de creuseurs artisanaux, des jeunes sortis des mines et des femmes commerçantes, groupes mixtes petits éleveurs/agriculteurs et autres groupes vulnérables.
- Formation autorités administratives, coutumières et exploitants miniers sur la gouvernance efficace et équitable de ressources naturelles porté sur le secteur minier profitable pour tous (renforcement des capacités pour la gestion de ressources naturelles).
- Consolider les coopératives dans les communautés environnantes des sites miniers regroupant toutes les couches afin que celles-ci contribuent à la lutte contre la pauvreté et au développement durable.
- Appuyer les micros projets de jeunes exploitants miniers afin que ces derniers puissent sortir de la pauvreté et bénéficier de leurs ressources naturelles mal exploités afin de favoriser une transparence et responsabilité dans la gouvernance du secteur minier à Masisi, Walikale et kalehe.
- Assurer la vulgarisation de la loi Dodd Frank auprès de différentes couches et exploitants miniers afin d'améliorer la responsabilisation, la gouvernance et la transparence afin d'aider les communautés paupérisée à profiter de dividendes de leur minerais
- Conduire un plaidoyer auprès des hommes de droit et des parlementaires sur la nécessité de créer un environnement légal et juridique favorable à la participation des groupes défavorisés
- Réforme des capacités de la police de sécurité dans chaque territoire.
- Etude sur la prolifération des armes légères, Information et sensibilisation de la population sur les droits civiques et systèmes électoraux ;
- Renforcer la compétence des autorités chargées de la mise en œuvre de la sécurité (police, autorité locale, société civile, opérateur économique ect....
- Appui à la reforme de la police à travers la sensibilisation de la population aux outils de la police de proximité, de diagnostic de sécurité, mise en place de plan local de sécurité, la construction de 6 commissariats à Masisi, Numbi, Zirabo et Nyabiondo et installation d'un conseil local de sécurité dans chaque commissariat en collaboration avec les ETD, les autorités politico-administratives et la société civile.
- Appuyer l'introduction de la police de proximité à travers les sessions d'informations et de formation de la population pour améliorer leurs relations avec la police.
- La mise en relation et la facilitation du dialogue entre les femmes et les autres acteurs dans les domaines de la politique et du développement local.
- Sensibilisation et plaidoyer sur la démilitarisation des zones minières.
- Amélioration de la bonne gouvernance du secteur minier dans les zones où les forces armés opèrent.
- Améliorer la qualité et l'impact de la contribution des femmes dans le développement.
- Redynamisation de mutuelle de solidarité pour les femmes paysannes.

- Appuyer le processus DDR dans le territoire de walikale afin de faciliter la réintégration des groupes armés dans la FARDC (Les éléments d'APCLS, Nduma défense of Congo, Raiya Mutomboki).
- Sensibiliser et apporter un appui-conseil sur les outils de gestion des MUSO , Susciter le regroupement des MUSO en réseau par axe, mettre en relation les réseaux de MUSO avec l'offre de micro finance
- Vulgariser le système de certification des minerais, le rôle des différents acteurs, et du centre de négoce, et faire connaître le mécanisme pilote d'alerte rapide proposé par la CIRGL aux parties prenantes dans les sites miniers
- Intégrer la sensibilité aux conflits dans les activités traditionnelles des sections (baseline sectorielle et plan de monitoring)
- Appuyer l'organisation, la formation et la professionnalisation des associations de creuseurs, en concertation avec les autres acteurs spécialisés

X.3 APPROCHES /STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

- Mettra en place une approche de création et redynamisation des coopératives d'artisans miniers, un processus qui sera centré sur des aspects tels que :
- l'identification de tous les creuseurs miniers actifs dans les sites d'exploitation de la localité de Rubaya-Kibabi-Numbi et Nyabibwe.
- Créer un mécanisme de surveillance qui permet de lutter contre la fraude, le vol et les bandes armées dans les mines afin de contribuer à une bonne canalisation des minerais sans conflits et profitable à la population.
- Le CADERCO vise à accroître l'influence des femmes dans la prise de décision au niveau communautaire pour renforcer la décentralisation au niveau local.
- Regroupement de tous les creuseurs au sein des coopératives artisanales minières, la coopérative minière facilite le contrôle et/ou la surveillance des minerais depuis le lieu d'exploitation jusqu'au centre de négoce. On aura l'opportunité de savoir avec exactitude tous les acteurs impliqués dans l'achat des minerais au niveau local, car aucun colis ne peut sortir à l'insu des dirigeants de la coopérative. Celle-ci doit, à cet effet rendre disponible les minerais aux négociants qui seront, en leur tour identifiés au sein de la coopérative afin que ces minerais respectent la chaine d'approvisionnement (traçabilité au sein du centre de négoce). Sensibilisation des autorités locales et autres leaders du milieu pour leur participation active dans la redynamisation des coopératives des artisans miniers.

XII. 7^{EME} OBJECTIF STRATEGIQUE POUR 2013-2016 : PLAIDOYER POUR L'ACCES A LA TERRE ET TRANSFORMATION DE CONFLTIS FONCIERS

XIII. ACTIONS PRIORITAIRES :

- Lutter pour les droits des femmes veuves à la terre et enfants orphelins,
- Formation des chefs traditionnels sur les droits aux ressources naturelles pour les femmes et autres groupes défavorisés (autochtones),

- Information et sensibilisation sur les enjeux fonciers (organiser des actions de plaidoyer au profit de femmes rurales pour un accès équitable à la terre afin que les femmes aient un accès aux mêmes titres que les hommes,
- Renforcer l'organisation des femmes dans le walikale, Masisi et kalehe en matière d'accès à la terre,
- Formation des autorités coutumières sur l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière.
- Mettre en place 15 Comités locaux de paix dans les villages identifiés , organisation de 10 ateliers de paix et réconciliation ,organisation de rencontres intercommunautaires ou inter sociales en conflits
-
- Former les réseaux Barza locaux représentants des groupes ethniques, chefs coutumiers, administrateurs et chefs religieux dans chaque groupement, sur les techniques de gestion des conflits et établir la structure y afférente
- Faciliter l'accès à la terre par des initiatives pilotes de négociation et l'introduction de techniques de conservation et protection des sols pour les orphelins et femmes veuves .

XIV. RESULTAT ATTENDUS.

- Les mécanismes de dialogue, de prévention, de résolution des conflits sont opérationnels et des processus de réconciliation sont entamés, notamment sur le foncier
- La cohésion sociale entre communautés dans la zone du projet est renforcée, en particulier pour les jeunes, à travers des sensibilisations et activités de consolidation de la paix et de l'accès aux enfants orphelins et femmes veuves à la terre .
- Les capacités des 120 communautés en prévention de conflits sont renforcées dans les zones d'interventions du projet.
- 3 barza ou paillottes de paix sont créés, équipés et fonctionnels dans les territoires de Masisi et walikale en collaboration avec les CLECs.

XV. STRATEGIE/ APPROCHE DE MIS EN ŒUVRE

- Harmoniser les mécanismes de participation communautaire/prévention des conflits avec les autres intervenants dans les zones ciblées de walikale, Masisi, kalehe.
- Mettre en place/renforcer des comités communautaires locaux de pacification et de coordination du développement, en lien avec les structures existantes
- Développer une stratégie de communication par les medias, les communautés de base et à travers les églises sur la prévention, la gestion des conflits et la réconciliation intercommunautaire

XVI. GROUPES CIBLES POUR 2013-2015

Ce plan stratégique a comme cible les femmes dans les 16 groupements dans le Masisi, walikale et kalehe (en groupements ou individuellement), les mouvements de femmes à l'intérieur des partis politiques représentés dans ces groupements, Les hommes, partenaires des femmes, les communautés dans les groupements ciblés et environnants, femmes leaders qui ont l'intention d'être ou qui sont des candidates aux élections locales et qui ont déjà participé à la formation sur l'éducation civique et la décentralisation, les officiers militaires, les leaders communautaires, les centre de santé et relais communautaires, les autochtones, les veuves et orphelins privés de leurs droits d'accès à la terre, la coopérative minière, les femmes veuves et orphelins privés de l'accès à la terre, les Comités Locaux d'Eveil à la Citoyenneté, les noyaux de paix, les barza inter communautaires, les coopératives de creuseurs miniers, les enfants ex associés aux forces et groupes armés, la police, les organisations de droits de l'homme, l'armée et les autorités coutumières,

Fait à Goma, le 01/04/2013

Pour CADERCO/NORD KIVU

Pour le Président du C.A
Rumbo Buunda

Pour la Direction
Me Phidias Mufanzara
Gestionnaire principal de programme